

Revue trimestrielle du programme européen LEADER II

# LEADER II magazine



Printemps 98 n°17

**La ressource  
patrimoine**

**Irlande**

**Frise**

**Barbagia-Baronie**





**Pays:** Espagne  
**Action réalisée:** moulin-écomusée  
**Coût:** 382 000 ECU  
**UE:** 125 000 ECU  
**Autres fonds publics:** 178 400 ECU  
**Privé:** 78 600 ECU

“Ouvert en 1995, l'écomusée de San Roman est consacré à la vie rurale traditionnelle et à l'exploitation de l'eau comme source d'énergie. La réhabilitation de ce moulin à eau comporte une innovation architecturale: un plancher transparent permet d'observer le fonctionnement des anciennes meules en parfait état de marche. Le site étant un point de départ pour des randonnées pédestres et cyclistes dans la Sierra de los Cameros, un étage du bâtiment abrite également six hébergements touristiques. Diverses manifestations culturelles (concerts, expositions, conférences) et sportives organisées tout au long de l'année complètent l'animation du lieu.”

**Gil Esteban Gordon,**  
responsable LEADER



**Pays:** Irlande  
**Action réalisée:** “Forum des Festivals locaux”  
**Coût:** 64 072 ECU  
**UE:** 22 661 ECU  
**Autres fonds publics:** 11 411 ECU  
**Privé:** 30 000 ECU

“Les nombreuses demandes de cofinancement LEADER émanant d'organismes d'événements locaux ont conduit notre GAL à mettre en place un ‘Forum des Festivals locaux’, afin de mieux structurer l'appui à l'organisation de fêtes populaires et autres manifestations culturelles. Le Forum coordonne l'assistance financière et technique aux projets, facilite leur promotion et encourage les organisateurs qui en sont membres à mettre leurs idées et savoir-faire en commun pour plus de cohérence et de qualité dans la programmation.”

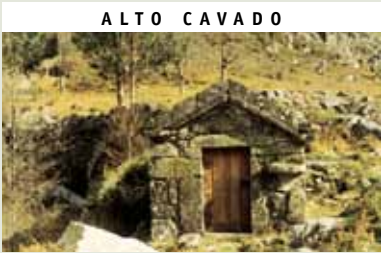
**Anton Barrett,**  
coordinateur LEADER



**Pays:** Finlande  
**Action réalisée:** “Le Village des Pêcheurs”  
**Coût:** 85 885 ECU  
**UE:** 25 404 ECU  
**Autres fonds publics:** 25 404 ECU  
**Privé:** 35 077 ECU

“Cette action s'inscrit dans le plan de développement intégré de Lango, village à forte identité dont le territoire s'étend sur plusieurs îles relativement éloignées les unes des autres. Le projet consiste à remettre en valeur les anciens bâtiments du port ainsi qu'un relais de pêche situé sur une autre île du village. Un système de bateaux-navettes reliant les deux sites entre eux a également été mis en place à des fins touristiques et récréatives. Des formations techniques, comptables, informatiques, etc. destinées aux opérateurs touristiques et aux entrepreneurs locaux accompagnent la démarche.”

**Fritz-Olle Slotte,**  
chef de projet



**Pays:** Portugal  
**Action réalisée:** restauration du patrimoine agricole  
**Coût:** 264 340 ECU  
**UE et autres fonds publics:** 171 821 ECU  
**Privé:** 92 519 ECU

“Notre territoire comporte un grand nombre de constructions d'intérêt culturel et ethnographique: granges, greniers, séchoirs et autres témoins de l'activité agricole traditionnelle. L'appui LEADER à la réhabilitation de ce patrimoine valorise l'identité locale, crée un sentiment de fierté et augmente sensiblement l'attrait de notre région, au bénéfice de la population et des visiteurs.”

**José da Mota Alves,**  
président du groupe LEADER





# En quelques mots...

**Yves Champetier**, *Directeur,*  
*Observatoire européen LEADER*

## Projecteur: l'Irlande..... 4



*Le dynamisme économique, social et culturel de l'Irlande devrait aider ce pays encore très agricole à contrer les menaces qui pèsent sur ses zones les plus rurales. Interview de Noel Davern, Ministre chargé du Développement rural.*

## Un atout pour le développement local: la ressource patrimoine ..... 7



*Exemples à l'appui, Michael Dower explique pourquoi la mise en valeur du patrimoine est une composante incontournable du processus de développement local. Trois témoignages de responsables LEADER.*

## La valorisation du patrimoine en Frise (NL): ce plat pays qui est le nôtre ..... 16



*La Frise se tourne vers de nouvelles activités pour s'assurer un avenir serein. L'identité et le riche patrimoine de cette région, sa proximité de grands centres urbains laissent entrevoir d'importantes possibilités de développement pour le tourisme culturel.*

## Le patrimoine au cœur du développement de la Barbagia-Baronie (Sardaigne, Italie): la reconquête de l'intérieur ..... 20



*Le développement touristique de la côte tend à anémier les zones intérieures de la Sardaigne. La mise en valeur de leur patrimoine naturel, culturel et historique pourrait contribuer à enrayer la tendance en attirant les vacanciers dans l'arrière-pays et en approvisionnant la côte en produits locaux de qualité.*

L'approche LEADER s'inscrit dans un processus de long terme, puisqu'il s'agit pour chaque territoire de construire son avenir à partir de ses ressources spécifiques. La récente présentation par la Commission de ses propositions concernant la future politique européenne de développement rural et la nouvelle Initiative communautaire montre, comme l'avait annoncé le Commissaire Fischler au Colloque LEADER de novembre 1997, que l'appui européen dans les prochaines années ne fera pas défaut.

Le thème du "patrimoine", traité dans ce numéro, est précisément au cœur de cette démarche de longue haleine: qu'il soit naturel ou culturel, paysager ou architectural, historique ou artistique, le riche patrimoine des territoires ruraux européens représente en effet une ressource à valoriser, à mettre au service d'un nouveau développement. Pour certains territoires, le patrimoine constitue même parfois "la" ressource autour de laquelle vont pouvoir s'articuler la stratégie de redéveloppement et la volonté de forger une nouvelle identité locale: c'est par exemple le cas des "Terres qui chantent" de l'Alentejo Centro (Portugal), du "Pays de Giono" dans le sud de la France, du GAL "Don Quijote" en Castille-La Manche (Espagne), pour n'en citer que quelques-uns.

Nombreux sont les groupes LEADER qui ont prévu dans leur programme d'innovation rurale des actions en faveur du patrimoine: ici, ce sont des villages que l'on rénove afin de mettre en valeur leur beauté architecturale et d'améliorer les services aux populations; là, ce sont des bâtiments abandonnés que l'on restaure pour héberger une nouvelle clientèle touristique à la recherche d'authenticité ou pour accueillir des activités d'avant-garde; ailleurs encore, ce sont des fêtes traditionnelles que l'on fait revivre ou des fêtes nouvelles qu'on invente, pour mieux se distraire, renforcer les liens entre les populations, mais aussi mettre en valeur une identité renouvelée, permettant de se projeter dans le futur.

L'article de Michael Dower, les témoignages de trois responsables LEADER d'Espagne, de France et de Grèce, les reportages effectués en Frise (Pays-Bas) et dans la Barbagia-Baronie en Sardaigne montrent comment des zones rurales en difficulté cherchent – et souvent réussissent – à valoriser leur passé pour construire leur avenir. Tous signalent aussi l'indispensable ténuité des liens à créer entre patrimoine et dynamique locale afin que les actions conduites dans ce domaine soient toujours au bout du compte réalisées par et pour les populations locales, et qu'elles soient porteuses de nouveaux emplois et de nouvelles activités.

Le patrimoine est également le thème de multiples projets de coopération entre territoires: ainsi, quatre groupes LEADER s'unissent autour de la mise en valeur d'un chemin de St-Jacques-de-Compostelle; deux groupes d'action locale d'Irlande et d'Ecosse dont les territoires possèdent des abbayes "jumelles" décident de travailler ensemble; plusieurs GAL du bassin méditerranéen envisagent de coopérer pour fédérer des sites de l'ancienne "Grande Grèce"; etc.

Enfin, la mise en valeur du patrimoine peut être motif de solidarité entre territoires. C'est à cette solidarité que nous invitent les groupes LEADER d'Ombrie et des Marches en Italie: ces deux régions ont été frappées depuis l'automne 1997 par une série de séismes qui, en plus de plonger leurs populations dans le désarroi et la précarité, ont gravement endommagé leur patrimoine culturel et détruit un certain nombre d'équipements construits avec la participation de LEADER. Avec l'appui de Dario Fo, Prix Nobel de Littérature, les groupes de ces zones sinistrées invitent tous les membres du réseau LEADER à participer à une campagne de solidarité au sein de chacun des territoires impliqués dans l'Initiative (\*).

Solidarité, coopération, identité renforcée ou renouvelée, nouveaux emplois, nouvelles activités, démarche de long terme, le thème du patrimoine est bien au cœur du renouveau des territoires ruraux européens. <

(\*) Voir la rubrique "LEADER en réseau" page 23.



**Le dynamisme économique, social et culturel de l'Irlande devrait aider ce pays encore très agricole à contrer les menaces qui pèsent sur ses zones les plus rurales.**

**Située dans l'Atlantique** entre les 51° et 55° parallèles nord, l'«Ile d'Émeraude» bénéficie de l'influence du Gulf Stream qui lui prodigue un climat doux et une longue période végétative, propice à l'agriculture. Les vents océaniques apportent de la pluie tout au long de l'année: jusqu'à 2 000 mm/an dans les zones montagneuses de l'ouest, 1 500 à l'intérieur de l'île, 750 sur la côte est.

La République d'Irlande (Eire), qui couvre environ 83% de la superficie de l'île, est relativement peu peuplée (3,6 millions d'habitants, soit 53 hab./km<sup>2</sup>) malgré la présence de quelques centres urbains importants: Dublin (915 000 hab.), Cork (174 000) et Limerick (75 000). Les sols y étant généralement moins fertiles, l'ouest du pays connaît un déclin démographique depuis près de 150 ans (la dépopulation a atteint 42% entre 1891 et 1951) et une densité de population encore plus faible.

## L'agriculture prédomine

L'agriculture est un secteur économique encore très important même s'il n'occupe plus aujourd'hui que 10,6% des actifs et ne représentait plus que 10% du PNB et 24% des exportations en 1994. Les prairies

constituent 90% des terres cultivées. L'activité agricole est dominée par l'élevage bovin et ovin (80% du revenu agricole). Le lait et la viande bovine représentent à eux seuls 71% de la production agricole irlandaise mais les productions végétales se développent et se diversifient. Le pays compte également un secteur porcin (1 100 000 têtes) très performant. Quant à l'élevage des chevaux, il vaut à l'Irlande une réputation internationale.

La plupart des activités agricoles se retrouvent plus ou moins indistinctement à travers le pays: très souvent, une même ferme cumule l'élevage de vaches laitières, de vaches allaitantes et de brebis parallèlement à la production de fourrage. L'ouest de l'Irlande est cependant surtout naisseur (bovins, ovins), les bêtes étant plutôt engraisées dans les plaines de l'est, où la technique de l'ensilage (qui a remplacé la récolte classique du foin) a permis d'améliorer les conditions techniques de l'élevage et la qualité du cheptel. L'élevage ovin (6 000 000 têtes) est présent dans toute l'Irlande.

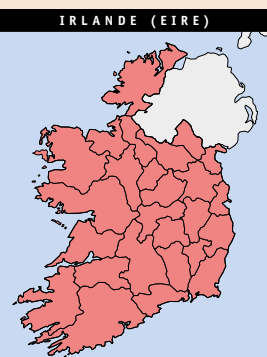
Si les productions d'avoine, de blé et de pommes de terre marquent un net recul, celles d'orge et de betteraves sucrières progressent: la production d'orge (sud-est de l'île) a été multipliée par douze depuis la Seconde Guerre mondiale. Les cultures légumières sont en essor autour de Dublin ainsi que le houblon. Dans les plaines centrales, on exploite intensivement la tourbe, qui sert de combustible et d'engrais pour le secteur horticole.

L'agriculture irlandaise s'est considérablement modernisée depuis les années 60. Elle a connu une forte croissance avec l'entrée de l'Irlande dans la Communauté européenne en 1973. Depuis l'instauration des quotas dans les années 80, le reboisement constitue une nouvelle activité assez substantielle.

On compte environ 149 500 exploitations. Les fermes s'étendent en moyenne sur 22 hectares, mais les deux tiers d'entre elles ont une superficie inférieure à 20 hectares. Elles sont beaucoup plus petites dans les comtés de l'ouest que dans les plaines centrales.

## «Tigre celtique»

Depuis les années 60, les politiques de développement économique ont privilégié le secteur industriel, encourageant notamment l'implantation d'entreprises étrangères au moyen d'incitations financières modulées en fonction



**Superficie:** 68 895 km<sup>2</sup>

**Utilisation du sol:** Forêts: 5 890 km<sup>2</sup> • Terres agricoles: 43 890 km<sup>2</sup>

**Population:** 3 626 087 habitants (1996)

- 20 ans: 36,18% • + 60 ans: 15,24%

**Densité:** 53 hab./km<sup>2</sup> (UE: 115 hab./km<sup>2</sup>)

**PIB/habitant (1996):** 14 515 ECU (UE: 18 074 ECU)

**Taux de chômage (1996):** 12,87% (UE: 10,9%)

**Zones éligibles aux Fonds structurels (1995-1999):**

**Objectif 1:** 68 895 km<sup>2</sup>; 5,62 milliards d'ECU

**Ruralité (1996)**

**Population «rurale»:** 48% de la population totale (UE: 14%)

**Agriculture, sylviculture et pêche:** 8,3% du PIB

**Taille moyenne des exploitations:** 22 ha (EU: 16,4 ha)

**Tourisme:** 5,5% du PIB;

108 700 emplois (8,3% de la population active)

Objectif 1

d'objectifs économiques régionaux (aides plus importantes aux installations d'entreprises dans l'ouest du pays, par exemple). Cette politique industrielle volontariste s'est poursuivie jusque dans les années 80. Elle a contribué à la forte expansion de secteurs tels que la chimie, la pharmacie, les télécommunications et les hautes technologies. Une industrie nouvelle connaît ainsi un grand essor: celle des composants et sous-ensembles micro-électroniques, pour lesquels l'Irlande se place parmi les cinq premiers producteurs mondiaux. Quant au tourisme, qui s'est beaucoup développé (3 681 000 visiteurs en 1994), il fait l'objet d'une politique attentive.

La République d'Irlande est à la fois un État membre et une région de l'Union européenne. Classée entièrement en Objectif 1, elle connaît cependant une croissance économique forte par rapport à ses partenaires européens: le PIB irlandais a augmenté de 3 à 7% par an au cours de la dernière décennie. D'à peine 61,8% de la moyenne communautaire qu'il était lors de l'entrée de l'Irlande dans la CEE, il atteint à présent 80,3% du PIB moyen de l'Europe des Quinze. Parallèlement, l'émigration a sensiblement diminué et l'urbanisation s'est accélérée. Surnommée le "Tigre celtique", l'Irlande connaît actuellement un véritable "boom" économique mais qui ne profite pas à l'ensemble du pays: les zones les plus rurales connaissent toujours des problèmes importants. Le déclin de l'agriculture exige une diversification à grande échelle de l'économie rurale, en particulier dans les zones soumises à un exode persistant et certains comtés du nord-ouest où le secteur primaire occupe encore 70% des actifs.

Une législation importante a tenté par le passé d'améliorer la situation des ruraux: accès à la propriété des petits tenanciers les plus modestes, agrandissement des exploitations agricoles trop petites, amélioration des infrastructures (notamment distribution d'eau et d'électricité), encouragement à l'installation de familles de comtés côtiers "surpeuplés" vers les plaines centrales. Malgré cela, l'exode des jeunes ruraux s'est poursuivi et creuse le fossé entre les campagnes, où une certaine qualité de vie est menacée, et les centres urbains (Dublin et Cork) où sont concentrés les emplois, les services et les lieux de décision publics et privés.



Conversion d'un ancien moulin  
en centre d'entreprises (zone LEADER Wexford)

**Un pays "nature", une population jeune et bien formée**

La "Verte Erin" bénéficie d'une forte image "nature": l'Irlande est relativement peu polluée, du fait de son industrialisation tardive, basée sur des entreprises modernes et "propres". La bonne préservation du milieu naturel assure une production agro-alimentaire de qualité et offre de grands espaces de loisirs dont bénéficient résidents et visiteurs. L'Irlande, qui possède un riche patrimoine culturel, cultive aussi une forte identité. 41% de la population a moins de 25 ans et 24% moins de 15 ans. La qualité du système éducatif irlandais engendre une ouverture des jeunes sur de nouvelles professions et modes de vie. Or les zones rurales offrent des possibilités de nouveaux métiers, notamment dans les nouvelles technologies de la communication. Depuis quelques années, on assiste également à la relocalisation en milieu rural de services publics et organismes de développement.

**LEADER II: accent mis sur le développement local et le partenariat**

Le programme LEADER II s'inscrit dans la continuité de LEADER I, qui avait très bien fonctionné dans les 16 zones irlandaises concernées entre 1991 et 1994. Ce sont à présent 34 groupes d'action locale et 2 autres acteurs collectifs qui opèrent dans le cadre de LEADER II en Irlande. Les deux autres acteurs collectifs sont des associations touristiques ("Irish Country Holidays" et "Irish Farmhouse Holidays") spécialisées dans la commercialisation du tourisme rural. La population moyenne des zones LEADER irlandaises est de 65 000 habitants.





Doté en Irlande de 203 millions d'ECU (dont 83,5 de source communautaire), LEADER II met particulièrement l'accent sur le développement "ascendant" et le partenariat, une double approche très répandue en Irlande. Dirigés par des conseils d'administration trisectoriels (composés de représentants des secteurs public, privé et associatif), les GAL sont constitués en entités juridiques indépendantes qui mettent en œuvre leur projet selon des modalités préalablement convenues avec les autorités responsables au niveau national. Correspondant en moyenne à plus de 23% des fonds engagés, le tourisme rural est en Irlande le premier "secteur LEADER", suivi par l'aide aux PME (14,8%) et la valorisation des produits agro-alimentaires (14,1%). A noter que les actions d'animation et d'amélioration des compétences locales sont obligatoires et représentent en moyenne 11,8% du budget des GAL irlandais. <

**Administration chef de file pour LEADER II:**

Mr. Tony Burke

Rural Development Division,

Department of Agriculture and Food,

Agriculture House, Kildare Street,

Dublin 2, Ireland.

Tel: +353 1 607 2000 – Fax: +353 1 676 4555

**Unité nationale d'animation du réseau LEADER:**

LEADER II Irish National Networking (LINN) Service

c/o Mary Sweetman

Molyneux House, Bridge Street, IRL-Dublin 8.

Tel: +353 1 475 32 99 – Fax: +353 1 475 20 44

E-mail: [info@leaderii.ie](mailto:info@leaderii.ie) – Web: [www.leaderii.ie](http://www.leaderii.ie)



**Noel Davern T.D., Secrétaire d'Etat  
au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation chargé du Développement rural**

**Monsieur le Ministre, comparée à la situation de nombreux pays européens, l'économie irlandaise est en excellente santé. La presse internationale a même surnommé votre pays le "Tigre celtique". Mais est-ce que les zones rurales profitent également du boom économique que connaît l'Irlande actuellement?**

L'économie irlandaise continue de connaître un taux de croissance sans précédent: 9% en 1997 et les estimations pour 1998 sont de l'ordre de 6%.

En général, les zones rurales bénéficient de cette prospérité. Les secteurs agricoles et agro-alimentaires se développent bien et même dans ce contexte de boom économique, ils représentent encore 14% du PIB et des emplois. Les bas niveaux de l'inflation et des taux d'intérêts profitent évidemment à tous et favorisent considérablement les investissements.

Cependant, ce progrès économique a malheureusement laissé pour compte certaines zones éloignées des villes. Les industries étant de plus en plus concentrées dans les centres urbains, les zones rurales restent confrontées aux deux défis que sont le chômage de longue durée et le maintien d'un certain équilibre économique pour les zones rurales.

**Quels sont à présent les principaux enjeux et défis de l'Irlande rurale?**

En Irlande, comme dans d'autres régions de l'Union européenne, l'agriculture est traditionnellement le pivot de l'économie rurale. Or, au cours des vingt-cinq dernières années, nous avons assisté à un déclin sensible du nombre des exploitations et des emplois agricoles. L'évolution des politiques européennes et les accords commerciaux internationaux mettent de nouvelles pressions sur l'agriculture et diminuent la contribution de celle-ci à l'économie rurale.

Les zones rurales souffrent de leur isolement et d'un manque de compétitivité leur rendant plus difficile la création, voire même le maintien, d'activités industrielles. Il n'est donc pas surprenant de constater que beaucoup de nos zones rurales connaissent une diminution et un vieillissement de leur population.

D'autre part, la protection de l'environnement est devenue à juste titre une préoccupation centrale et c'est un enjeu majeur pour le développement rural. Nous devons veiller à ce que celui-ci procède d'une approche durable, de façon à ne pas exploiter nos ressources et satisfaire nos besoins présents aux

dépens du bien-être des générations futures.

**Comme ce fut déjà le cas pour LEADER I, l'Initiative LEADER II semble être particulièrement performante en Irlande. Comment expliquez-vous ce succès?**

LEADER a sans aucun doute réussi à revitaliser nos territoires ruraux. Ce succès, comme l'enthousiasme que le programme a suscité, tient essentiellement dans l'approche ascendante de LEADER, qui permet aux populations rurales de s'impliquer directement dans le développement de leur territoire. Les populations locales ont la possibilité de définir elles-mêmes leurs priorités, de participer à la concrétisation de nouvelles idées et à la réalisation de projets. LEADER a redonné confiance et inspiré un sentiment nouveau de prise en mains par les ruraux de leur destin. LEADER a renforcé les solidarités locales et les GAL font preuve de beaucoup de dynamisme et d'engagement dans leur mission. En Irlande, le programme a démontré que, lorsqu'on lui en donne la possibilité, le monde rural est plus que partant pour contribuer de façon significative à son développement.

L'approche ascendante de LEADER convient parfaitement au contexte de notre pays. Nous sommes fiers en Irlande d'avoir une longue tradition de volontariat et d'implication des populations dans le développement local. Les Irlandais ont toujours témoigné d'une grande volonté à participer à l'amélioration de leurs conditions de vie sur les plans social, culturel et économique. L'offre considérable de travail bénévole visant à répondre aux besoins sociaux des plus démunis, les structures formelles ou informelles qui facilitent cet effort, font partie de notre culture. Cet engagement bénévole au service du développement local est un autre facteur clé dans la réussite de LEADER en Irlande.

**Avez-vous des attentes spécifiques en ce qui concerne la future Initiative communautaire de développement rural?**

J'accueille chaleureusement la proposition faite par la Commission européenne dans l'Agenda 2000 de lancer une nouvelle Initiative communautaire en faveur du développement rural. Je souhaiterais que celle-ci s'applique à toutes les zones rurales de notre pays et soit fondée sur les principes qui ont fait le succès de LEADER. Il est essentiel que la transition entre LEADER II et la nouvelle Initiative se fasse en douceur, afin de ne pas perdre l'énergie et l'enthousiasme que LEADER a générés. J'encouragerai certainement la Commission – et le colloque de novembre dernier à Bruxelles, pour lequel je voudrais féliciter le Commissaire Fischler, aura été utile à cet égard – à mettre en avant ses propositions le plus vite possible, de façon à ce qu'il n'y ait pas de rupture entre LEADER II et la mise en œuvre de la nouvelle Initiative. <



# Un atout pour le développement local: la ressource patrimoine

**L'avenir d'un territoire rural peut dépendre de sa capacité d'utiliser à bon escient l'héritage de son passé. La mise en valeur du patrimoine est une composante incontournable du processus de développement local.**

PAR MICHAEL DOWER [\*]

**L'Europe rurale** a la chance de posséder un patrimoine naturel et culturel extrêmement riche et varié. L'éventail de ce patrimoine est très large. Il englobe la faune et la flore sauvages, les paysages naturels ou au contraire façonnés par l'homme, des villages et hameaux présentant de multiples spécificités historiques et architecturales, sous forme de bâtiments mais aussi d'autres ouvrages tels que ponts, moulins à vent ou murs de pierre sèche, ainsi que tout un ensemble d'éléments (lavoirs, calvaires, etc.) regroupés sous le vocable "petit patrimoine".

A ce patrimoine physique et bâti s'ajoute tout ce que l'histoire a transmis, la culture dans sa dimension immatérielle: la langue et les coutumes, le folklore, les traditions musicales et artistiques, les danses, les produits de

terroir, les spécialités culinaires, sans oublier évidemment l'artisanat, les métiers et les anciens savoir-faire. Cette diversité est également territoriale: chaque "pays" possède son caractère propre, une "âme" qui fait souvent l'orgueil des habitants et attire le visiteur extérieur. —

[\*] Secrétaire général d'ECOVAST (European Council for the Village and Small Town / Conseil européen pour le village et la petite ville), réseau européen pour la protection du patrimoine et de la qualité de vie rurale, **Michael Dower** est professeur invité au Cheltenham & Gloucester College (Angleterre, Royaume-Uni), où il enseigne l'aménagement de l'espace rural.





Les séchoirs à houblon font partie  
du petit patrimoine de la Carinthie (Autriche)

Les acteurs du développement peuvent miser sur cette fierté pour encourager la poursuite des démarches qui ont abouti à la constitution de ce patrimoine et qui sont susceptibles de répondre à des besoins contemporains. Le patrimoine est une ressource à valoriser et à partir d'exemples choisis un peu partout en Europe, surtout dans le domaine du bâti, on s'efforcera de montrer comment il peut être mis au service d'un développement local durable.

## Continuité

Les édifices et monuments anciens ont été bâtis pour répondre aux besoins sociaux, économiques et culturels des générations qui nous ont précédés. Ils incarnent l'effort de développement d'une époque. Ils représentent aussi un actif important et une source d'inspiration pour ceux qui œuvrent dans le même sens aujourd'hui.

Mais la fierté pour le patrimoine et le sens de la continuité historique sont un phénomène récent. Elles n'ont pas toujours été des valeurs partagées par l'ensemble des populations rurales. Au cours des années 60, par exemple, les inconditionnels du "moderne" d'alors n'étaient pas particulièrement intéressés par la sauvegarde des savoir-faire anciens. Dans de nombreux pays, pendant longtemps, le passé a évoqué des privations, un manque de confort, la "vie dure", autant de choses dont a voulu se détourner en adoptant les dernières nouveautés techniques.

Un peu partout en Europe se sont ainsi produites de nettes ruptures dans les traditions et les techniques, avec pour conséquence l'abandon du bâti de caractère et la disparition de spécificités paysagères (haies, murs de pierre sèche, etc.). Assez vite, cependant, les discordances et les errements qui en ont résulté ont provoqué une réaction en faveur de la réhabilitation du patrimoine, la redécouverte de son authenticité, un nouveau respect pour le passé.

Dans certaines régions, cette continuité dans la tradition n'a jamais été rompue et participe pleinement au développement local. Dans le centre de la Suède, où prédominent les vastes espaces forestiers, le bois est toujours au centre de l'économie et des modes de construction. La plupart des maisons et des bâtiments utilitaires sont toujours construits avec des madriers et des rondins, mais sous une forme modernisée permettant de répondre aux critères de confort les plus exigeants. A côté des grandes scieries industrielles, vouées surtout à l'exportation, subsistent des entreprises de dimension modeste qui conditionnent à l'ancienne le bois destiné à la construction. Bénéficiant de cet important débouché à bonne valeur ajoutée, la filière bois a généré de nombreux emplois locaux.

L'association harmonieuse entre construction traditionnelle et modernité induit souvent d'autres services: à Gysinge Bruk (Gäveleborgslän), par exemple, un centre de documentation et de conseil installé dans des anciens bâtiments aide les particuliers à choisir des matériaux et équipements respectant la tradition architecturale. A Stora Kopparberg (Vaesterverige), on continue la production de la célèbre peinture rouge "Falun" qui protège les bâtiments ruraux dans toute la Suède. En Bretagne (France), l'architecture privilégie les constructions robustes à pignons. Les encadrements de portes et de fenêtres sont en granit, le mobilier en chêne ou autre bois dur. Même si la taille des habitations a souvent sensiblement augmenté, granit et chêne sont toujours présents, assurant la continuité de la tradition ainsi que l'emploi de carriers, bûcherons, maçons et ébénistes.

Dans le nord de l'Angleterre, le Peak National Park est quadrillé de murs de pierre calcaire qui délimitent depuis des siècles les pâturages. Au cours des dernières décennies, l'évolution des pratiques agricoles a poussé les éleveurs à détruire ces murs et à les remplacer par des clôtures inesthétiques et moins durables. Soucieuse de protéger un élément caractéristique du paysage, l'administration du Parc a obtenu que l'Etat octroie des primes pour la restauration et la conservation des murs. L'opération a permis de sauvegarder la qualité du paysage, tout en créant 20 emplois d'artisans spécialisés à temps plein.

Murs en pierre sèche restaurés  
(Peak District, Royaume-Uni)





## Bâtiments anciens, vocations nouvelles

Toute société passe inéluctablement par des cycles de croissance, de déclin ou de mutation. Les périodes de croissance économique engendrent la construction de nouveaux bâtiments voués à des usages spécifiques. Le déclin ou la mutation entraînent le changement d'affectation, la sous-utilisation, voire l'abandon pur et simple de ces bâtiments. Or rares sont les bâtiments qui méritent un tel sort: ils constituent le plus souvent un actif à valoriser dans l'optique d'une redynamisation de l'économie locale.

Le déclin économique de L'Isle-Crémiu, dans l'Isère (Rhône-Alpes, France), avait provoqué l'abandon ou la sous-occupation de nombreuses maisons en pierre du centre historique. Au cours des années 80, un ambitieux programme de développement a été mis sur pied avec le concours de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Celle-ci a financé une étude visant à répertorier les propriétés vides susceptibles d'être louées. Un millier de bâtiments ont ainsi été identifiés et l'ANAH a proposé à leurs propriétaires de couvrir 50% des coûts de rénovation et de mise aux normes locatives. La municipalité est également inter-

venue par le biais de primes pour la sauvegarde du caractère historique de certains édifices.

Il y a trente ans, la branche écossaise du National Trust, fondation britannique pour la conservation du patrimoine, avait pris une initiative similaire en constituant un fonds pour la sauvegarde des maisons de caractère dans les ports de la côte de Fife. Le Trust en a acquis certaines, les a rénovées puis revendues à la condition expresse que le nouveau propriétaire respecte leur style particulier. L'initiative a débouché sur de nombreuses actions de revitalisation conduites par d'autres organismes de cette zone économiquement sinistrée.

L'Allemagne regorge d'exemples d'anciens édifices affectés à de nouveaux usages. Dans la Hesse, par exemple, l'association "Förderkreis Alte Kirchen" (Fondation des Vieilles Églises) s'efforce de remettre en valeur d'anciennes églises désaffectées en les transformant en centres culturels, salles polyvalentes, etc. A travers le pays, des milliers de vieux bâtiments agricoles inutilisés ont été transformés en immeubles d'habitation confortables respectant le style d'origine. Là aussi, de nombreuses associations fournissent aux propriétaires une assistance technique en matière de restauration, de transformation et d'entretien.

## Les "Itinéraires du Patrimoine"

Valoriser le patrimoine au bénéfice de la population et de l'économie locale dans une perspective de tourisme durable n'est pas la préoccupation des seuls pays de l'Union européenne. Le projet "Itinéraires du Patrimoine" concerne deux zones rurales d'Europe centrale et orientale: Dolenjska/Bela en Slovénie et Dobroudja en Bulgarie.

Initié et mis en œuvre par ECOVAST, Ecotourism Ltd et PRISMA, les Itinéraires du Patrimoine bénéficient du soutien financier de la Direction générale XXIII ("Politique d'entreprise, Commerce, Tourisme et Économie sociale") de la Commission européenne ainsi que des autorités régionales des deux territoires pilotes concernés.

Selon les responsables du projet, un "Itinéraire du Patrimoine" est "un réseau régional de sites naturels et culturels dotés d'une identité spécifique et pouvant constituer une destination touristique pour un séjour d'une semaine".

Dans chacune des deux régions, l'équipe du projet a identifié les sites pouvant attirer des visiteurs. De concert avec les propriétaires et les habitants, on a seulement retenu ceux qui présentaient une capacité d'accueil suffisante. Une étude de marché détaillée a ensuite été réalisée afin de connaître les types de clientèle potentielle. Une ébauche d'itinéraire possible a été élaborée, puis la population et les autorités locales ont été consultées pour la mise au point et l'approbation définitive de l'itinéraire.

Cette démarche a débouché sur la création d'associations locales ("Heritage Trail Associations") rassemblant tous les acteurs concernés par l'itinéraire. Les responsables du projet assistent ces associations, notamment en matière de promotion, de commercialisation et de normes de qualité pour les hébergements et les attractions touristiques.

L'itinéraire slovène était prêt à la mise en marché pour le Salon mondial du Tourisme de Londres en novembre 1996. L'itinéraire bulgare a été mis au point au cours de l'été 1997 et sa commercialisation a débuté cet automne. Plusieurs tour-opérateurs ont déjà manifesté de l'intérêt pour les deux destinations.

Un "Manuel des Itinéraires du Patrimoine" détaillant la démarche du projet a été publié (\*) et une centaine de personnes ont participé au séminaire organisé dans le cadre du projet en avril 1997 en Slovénie. Originaires de 22 pays, tous considèrent que la formule des Itinéraires du Patrimoine offre de bonnes perspectives pour développer le tourisme rural, notamment en Europe centrale et orientale.

<

(\*) "Manual on Heritage Trails". Disponible en anglais auprès de ECOVAST, c/o CCRU, Cheltenham & Gloucester College, Swindon Road, Cheltenham, GL50 4AZ, England (UK).

Tél: +44 1242 544 031 – Fax: +44 1242 543 273.



Formation à la sculpture sur bois  
(Serranía de Ronda, Espagne)

→ Pour peu qu'on fasse preuve d'imagination et d'ingéniosité, ces réaffectations peuvent être très variées. En Autriche, l'agence de développement de Feldbach (Styrie) a installé ses quartiers dans les annexes du château de Kornberg. Les voûtes de la citadelle de Blaye, au nord de Bordeaux (Aquitaine, France), abritent les réunions de l'association vinicole régionale et les bureaux de la Conférence européenne des régions vinicoles. En Irlande, les dépendances du château de Kilkenny avaient été restaurées au cours des années 60 pour héberger l'Irish Design Centre, initiative gouvernementale visant à stimuler les idées et la recherche de produits innovants de qualité. Ces bâtiments accueillent aujourd'hui des formations aux techniques artisanales organisées par le Crafts Council irlandais. En Angleterre, le vieux moulin à eau de Bovey Tracey héberge la boutique et la galerie d'exposition de la Devon Guild of Craftsmen (Guilde des artisans du Devon). A Hope, dans le Derbyshire, des bâtiments ruraux traditionnels ont été sauvés de la ruine par la fondation Peak Park Trust qui y a installé un centre de téléservices et une série de petits ateliers. Au-delà du savoir-faire technique et architectural qu'elle implique, la reconversion de bâtiments anciens peut aussi exiger de l'ingéniosité sur les plans financier et juridique. A Totnes, dans le sud-ouest de l'Angleterre, un ensemble d'entrepôts du XIX<sup>e</sup> siècle restait inutilisé et voué à la démolition. Un groupe de résidents s'est constitué en association et a réussi à réunir les financements nécessaires à l'acquisition du site. L'association a ensuite créé une société commerciale, au capital

de 250 000 ECU en fonds propres. Celle-ci a loué les bâtiments et obtenu 250 000 ECU supplémentaires en emprunts bancaires. Le montant total (500 000 ECU) a alors été investi dans une première phase de restauration et de transformation. Les locaux réaménagés ont ensuite été sous-loués, ce qui a permis de libérer les 500 000 ECU pour une deuxième tranche de travaux. A l'achèvement de celle-ci, le même cycle de sous-location s'est répété de manière à libérer les fonds pour une dernière phase de restauration. L'ensemble est à présent achevé et sous-loué en magasins, appartements (12 logements), bureaux et restaurant. Toutes ces activités ont permis de créer plus de 25 emplois. La société, qui a cédé son bail principal à une société d'investissement, peut alors rembourser les emprunts et la mise de ses actionnaires. Quant à l'association de départ, elle a poursuivi sur sa lancée en s'attelant à d'autres projets de rénovation.

## Patrimoine et tourisme

Le tourisme occupe généralement une place de premier plan dans les programmes de développement rural (plus de 42% des montants investis dans le cadre de LEADER I ont été consacrés à ce secteur).

Dans certains cas, comme dans la Barbagia Baronia en Sardaigne, l'île de la Palma dans les Canaries (voir articles correspondants) ou le Pays Cathare en France, on cherche à détourner une partie des visiteurs des villes touristiques ou du littoral vers les zones rurales plus reculées. Mais tourisme rural et tourisme côtier diffèrent substantiellement: la côte offre l'attrait universel de la mer et des plages, alors qu'à la campagne, le touriste sera davantage sensible au caractère des lieux, à la spécificité de ce qu'il découvre, bref, au patrimoine local.

Il suffit d'ouvrir n'importe quel dépliant touristique de n'importe quelle zone rurale d'Europe pour constater que le patrimoine y occupe la place centrale. La région à visiter est toujours *"enracinée dans l'histoire... dotée d'une faune riche... de fêtes et festivals pittoresques... d'un artisanat traditionnel... de produits gastronomiques uniques..."*. Mais la difficulté est beaucoup moins d'écrire ce genre de choses que de réellement offrir ce que l'on annonce: il faut que le visiteur puisse effectivement goûter, visiter, voir – et acheter – ce qui est local et spécifique. Cela passe par une valorisation judicieuse et durable du patrimoine dans le cadre de programmes de développement local intégré comme LEADER.

Par chance, le Vieux Continent n'est pas en manque de sites, d'infrastructures ou d'initiatives touristiques qui mettent le visiteur en contact direct avec le patrimoine, participant par le fait même à sa préservation et au développement de l'économie locale.

L'hébergement touristique en est un exemple frappant. On trouve à travers l'Europe des logements de tous types et catégories, aménagés dans des immeubles historiques ou de caractère. Parmi les plus somptueux figurent certains paradores espagnols et posadas portugaises qui donnent au visiteur un aperçu de la vie dans les châteaux, palais ou demeures seigneuriales.



Ainsi le groupement d'intérêt économique "Europe des Traditions", créé en juin 1997, à l'initiative du groupe LEADER **Vale do Lima** (Portugal), rassemble cinq organisations nationales d'hébergement touristique de haut-de-gamme: "Chambres d'Amis Benelux", "Château Accueil" (France), "The Hidden Ireland" (Irlande), "Wolsey Lodges" (Royaume-Uni) et "TURIHAB/Solares de Portugal". Le but de consortium est de promouvoir au niveau européen l'hébergement touristique dans des demeures anciennes de caractère et la préservation du patrimoine historique qui leur est attaché.

Au Royaume-Uni, le Landmark Trust propose des hébergements de qualité dans une large gamme d'édifices présentant un intérêt architectural ou une certaine originalité: les bénéfices réalisés sont affectés à la conservation des bâtiments assurée par des artisans locaux. Sur l'île d'Hydra, en Grèce, une ancienne manufacture d'éponges a été transformée et agrandie pour abriter un hôtel de caractère exceptionnel.

Une grande proportion des quelque 19 000 adresses référencées par les Gîtes de France est constituée d'annexes de ferme reconverties ou de maisons villageoises de caractère. Il en va de même pour les logements à la ferme – gîtes ruraux, "cafés-couettes" ou chambres d'hôtes – commercialisés par Urlaub auf dem Bauernhof ("Vacances à la Ferme"/Allemagne), Agriturismo (Italie), Privetur (Portugal), Irish Farm Holidays (Irlande) et d'autres réseaux ailleurs en Europe.

Des centaines d'auberges de jeunesse occupent des châteaux, manoirs, moulins, etc., à l'image du Kasteel Westhove situé à Domburg sur la côte des Pays-Bas. Au Royaume-Uni, un nombre croissant de granges-campings hébergent les randonneurs pour des sommes modiques; c'est un moyen de redonner vie à des bâtiments devenus inutiles et d'assurer un complément de revenu à l'agriculteur.

En milieu rural défavorisé, il peut être difficile de réunir les fonds nécessaires à la transformation en hébergements et la mise aux normes d'un bâtiment. D'où le

risque de voir les maisons se délabrer ou être rachetées pour en faire des résidences secondaires dont l'intérêt n'est pas toujours évident pour l'économie locale. C'est donc un champ d'intervention possible pour les agences de développement local.

Dans la petite bourgade historique de Specchia (Pouilles, Italie), le groupe LEADER **Capo Santa Maria di Leuca** s'est entendu avec les propriétaires d'une douzaine de maisons inoccupées du cœur du village. Le GAL loue ces maisons pendant dix ans, les réhabilite en les équipant de tout le confort moderne, et les commercialise comme hébergements touristiques. Les bénéfices sont distribués aux propriétaires, qui récupèrent leur bien à la fin du bail et sont libres de poursuivre ou d'interrompre la location. De plus, un bureau d'information et d'accueil touristiques a été créé, ainsi qu'un restaurant d'une cinquantaine de couverts fonctionnant toute l'année. Une initiative similaire, à Ambelakia (Thessalie, Grèce) permet de valoriser de nombreuses maisons délabrées ou inoccupées du village.

Le patrimoine est également prétexte à de nombreuses activités touristiques. Trop souvent cependant, celles-ci se résument à la classique visite d'un château ou d'une église, sans animation ou valorisation particulière. A l'opposé, certaines initiatives touristiques utilisent le patrimoine à toutes les sauces, même les plus douteuses, du moment qu'elles génèrent des profits: le patrimoine original est alors trahi, dénaturé.

Entre ces deux extrêmes, de nombreuses réalisations s'attachent heureusement à protéger le bâti de caractère ou d'autres richesses patrimoniales, à les présenter de manière vivante et honnête, et à créer des emplois et des revenus pour la population locale. Que l'on pense aux nombreux écomusées français, à la grande variété des "country houses" et des jardins de caractère gérés par le National Trust britannique, ou encore plus spécifiquement à la localité d'Alberobello (Pouilles, Italie) et à son ensemble exceptionnel de "trulli" aux toitures coniques en pierre.

■ Les toits de chaume exigent des savoir-faire particuliers





■ Transformation d'une ancienne meunerie en centre polyvalent (*Kavala, Grèce*)

Le port de Morwellham est situé sur les rives du Tamar, à une trentaine de kilomètres de Plymouth, dans le sud-ouest de l'Angleterre. Fondé il y a 900 ans par les moines de l'abbaye de Tavistock, il a d'abord servi à expédier l'étain de Dartmoor puis connu un formidable développement avec la découverte d'un important gisement de cuivre à proximité. Après l'épuisement du filon, vers 1900, le port fut progressivement abandonné. Dans les années 60, il avait pratiquement disparu sous la vase et la végétation. L'économie de la vallée était exsangue. En 1969, le port est pris en charge par une fondation locale dans le but de conserver et d'"interpréter" le lieu, susciter une fréquentation touristique et générer des revenus pour la zone. Depuis lors, plus de 2 millions d'ECU, provenant de sources privées, nationales et européennes (FEDER) ont été affectés à la conservation du site et à l'accueil des quelques 100 000 visiteurs annuels. Avec un chiffre d'affaires dépassant le million d'ECU, l'ensemble occupe à présent 20 employés permanents et 50 saisonniers. Un des grands attraits du tourisme tient dans sa mobilité. Or de nombreux éléments du patrimoine s'intègrent facilement dans des itinéraires touristiques ou des circuits thématiques. Ainsi les chemins de pèlerinage (tels ceux menant à St-Jacques-de-Compostelle en Espagne), mais aussi les chemins de fer à vapeur (très populaires au Royaume-Uni, en France et en Belgique notamment), les canaux et voies navigables qui racontent à leur façon l'histoire de nombreuses régions, les routes du vin, etc. sont autant de moyens pour fédérer différents éléments du patrimoine des régions traversées (voir l'encadré sur les "Itinéraires du Patrimoine"). A Barenton, dans le Parc naturel régional Normandie-Maine (France), un ensemble rural représentatif de l'architecture régionale abrite la "Maison de la Pomme et de la Poire", où sont expliquées la fabrication du cidre, calvados, poirée et autres. Des itinéraires balisés permettent de visiter des exploitations agricoles pratiquant, dégustation à l'appui, la vente directe de ces produits.

## Conjuguer patrimoine et développement

Ressource au service du développement durable, le patrimoine a une valeur en soi. Il représente à la fois la mémoire collective de la population et une ressource potentielle pour son avenir. Réalisée à bon escient, la mise en valeur du patrimoine ne va pas à l'encontre de la satisfaction des besoins présents, bien au contraire. L'importance du patrimoine, même lorsqu'il est modeste, fait l'objet d'un consensus de plus en plus large. Le défi aujourd'hui est plutôt de mieux intégrer la protection, la mise en valeur et la valorisation du patrimoine dans l'approche locale du développement.

Défenseurs du patrimoine et acteurs du développement local sont des partenaires. Les programmes de développement doivent intégrer dans leur approche la mise en valeur du patrimoine, désamorcer les menaces qui mettent celui-ci en péril et le valoriser autant qu'il est possible. Inversement, les défenseurs du patrimoine doivent tenir compte des nécessités du développement local et saisir toutes les opportunités de synergie qui se présentent.

La nécessaire fusion entre une politique du patrimoine et l'approche "ascendante" du développement local est au cœur d'un programme comme LEADER. Cette nécessité a été réaffirmée dans la "Déclaration de Cork" de novembre 96 (voir *LEADER Magazine* n°14). C'est également un des principaux enjeux de la "Stratégie pour l'Europe rurale" publiée par ECOVAST en 1994.

Les agences de développement sont bien placées pour favoriser auprès des populations rurales une prise de conscience du patrimoine local et de son utilité. Au Royaume-Uni, par exemple, une action conduite dans le cadre de LEADER II par le groupe **South Pembrokeshire** (Pays de Galles) comporte notamment des cours d'histoire locale, des formations aux techniques de construction traditionnelles et la création par des communautés villageoises d'itinéraires du patrimoine qui poussent les visiteurs à séjourner et à consommer dans la région. La population locale participe ainsi au développement de son territoire et prend elle-même en charge le patrimoine dont elle a hérité. <





## “Patrimoine bâti, petit patrimoine, paysages...”

Monique Le Clézio [LEADER Centre-Ouest Bretagne, France]

**Lors de la création** des départements français en 1810, le Centre-Ouest Bretagne (100 000 habitants aujourd'hui) a été séparé en trois zones, chacune rattachée à un département différent: Côtes d'Armor, Finistère ou Morbihan. Cette division administrative a marginalisé un territoire qui historiquement, géographiquement et culturellement était homogène. A plusieurs reprises, puis à nouveau en 1990, lors de l'élaboration du programme LEADER I, les acteurs locaux ont décidé de reconstruire leur région en s'appuyant sur ses atouts, notamment son identité culturelle forte. Plusieurs actions visant la valorisation de l'identité culturelle ont ainsi été inscrites dans le programme LEADER I. L'une d'entre elles avait pour objectif de renforcer la promotion de la langue, de la musique et des danses traditionnelles, grâce à l'organisation d'événements: “Fête de la Langue bretonne”, festivals des arts traditionnels, etc.

### Rénovation du patrimoine bâti

La rénovation du patrimoine bâti a fait l'objet de deux actions spécifiques.

La première, en lien direct avec le développement du tourisme, visait à améliorer les villages. Peut-on en effet prétendre attirer des visiteurs, voire de nouvelles populations, sans améliorer l'image des centre-bourgs? A quoi servirait-il d'investir dans des capacités d'hébergement, dans des structures d'animation, dans des campagnes de promotion axées sur la qualité de l'accueil ou la qualité de la vie si les villages sont négligés?

Afin que cette action (d'un coût total d'environ 1 million d'ECU) soit significative, seules les communes dont la démarche répondait aux objectifs et aux critères approuvés par le groupe d'action locale ont été sélectionnées. Ces critères peuvent être résumés ainsi:

- > qualité du patrimoine bâti et religieux;
  - > village à vocation touristique car situé sur un site intéressant, où les capacités d'hébergement ont été développées à l'initiative de particuliers ou de collectivités locales (villages de vacances, gîtes ruraux, chambres d'hôtes, etc.);
  - > organisation, au sein de commissions locales rassemblant élus, acteurs socio-économiques locaux et population, d'un projet global d'aménagement. Cette démarche a apporté des solutions tant au niveau du patrimoine bâti délaissé (incitation à la création de logements locatifs ou à la relocalisation d'activités commerciales ou de services à la population) qu'au niveau de l'amélioration de l'image (effacement des lignes électriques, utilisation de matériaux traditionnels, intégration du mobilier urbain, mise en place d'une signalétique bilingue – le Centre-Ouest Bretagne est une région bretonnante –, fleurissement des villages).
- 12 villages où l'ensemble de ces critères étaient réunis ont ainsi été sélectionnés, dont le bourg de Spézet (voir photo) situé dans les Montagnes Noires. Une



enquête menée récemment met en évidence la réussite de l'opération.

### Développement touristique et préservation des paysages

La seconde action, plus transversale, a concerné le petit patrimoine rural non protégé (calvaires, fours à pain, fontaines ou lavoirs), qui a fait l'objet de travaux de rénovation et de valorisation.

Ce petit patrimoine appartient à la mémoire collective et fait partie intégrante du paysage. Sa rénovation a permis de créer des sentiers à thème. Par exemple, le “Sentier des Ardoisiers” de Caurol, parcours en boucle de 3 heures, traverse des paysages variés: bois de feuillus, affleurements rocheux de schistes qui surplombent le lac de Guerlédan. La rénovation de deux ateliers de carrières permet de retracer l'histoire industrielle du site où l'on extrayait des ardoises.

L'expérience menée dans le cadre de LEADER I par le Centre-Ouest Bretagne a été remarquée à travers les effets positifs qu'elle a induit sur les dynamiques locales et le développement: la vie associative s'est intensifiée et on assiste à l'installation de jeunes familles dans les villages rénovés.

Pour la période 1995-1999, des financements ont été réservés pour la valorisation des villages dans le cadre du programme Objectif 5b de la Région Bretagne, afin d'étendre cette expérience à l'ensemble de la zone éligible. Dans le cadre de LEADER II qui a débuté ici en 1997, la valorisation du patrimoine sera poursuivie par le biais d'actions d'animation liées au patrimoine gastronomique, naturel et artistique (langue, musique et danse). <





## “Pas seulement le soleil”

Francisco Dominguez [LEADER Isla de La Palma, Canaries, Espagne]



**En 1992**, notre groupe d'action locale a entrepris de sensibiliser les 70 000 habitants de l'île de La Palma (726 km<sup>2</sup>) au tourisme rural, à l'époque quasi inexistant. 74 propriétaires de “casas palmeras” se sont laissés convaincre et lancés dans la réhabilitation de ces maisons traditionnelles pour les transformer en hébergements touristiques.

En octobre de la même année, l'association de tourisme rural “Isla Bonita” a été constituée pour regrouper tous les intervenants concernés par l'opération: propriétaires, communes, associations, etc. 3 techniciens ont été engagés pour animer et coordonner les activités de l'association.

Une assistance technique extérieure, cofinancée par LEADER I, a permis de fixer les critères de restauration architecturale à respecter et d'assurer la bonne marche des travaux.

En novembre 1992, trois municipalités ont présenté leurs premiers projets de réhabilitation (25 maisons, soit 90 lits) et obtenu par la suite un cofinancement de la Direction du tourisme du gouvernement des Canaries dans le cadre des programmes REGIS et LEADER.

Un voyage d'étude a été organisé en Navarre, en Aragon et dans le sud de la France. Les propriétaires ont pu ainsi observer in situ le fonctionnement d'hébergements ruraux et de “Gîtes de France”. Un programme de formation à l'accueil et à la gestion d'entreprise touristique a ensuite été mis sur pied par le GAL.

En 1993, la municipalité de Puntanilla a cédé sa “Casa Lujan”, maison patricienne du XIX<sup>e</sup> siècle. On y a installé peu après un “Bureau du tourisme rural”, un musée ethnographique et un centre de promotion et de vente pour l'artisanat traditionnel.

Un label a également été créé à partir d'une charte définissant un certain nombre de règles concernant la restauration des bâtiments (2 800 000 ECU, dont 700 000 ECU dans le cadre de LEADER I) et le fonctionnement des hébergements.

En janvier 1994, une première gamme d'hébergements ruraux a été présentée au FITUR, le salon international du tourisme de Madrid. On a entrepris la même année un programme de signalisation des hébergements, cofinancé par le programme FUTURES du ministère espagnol de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

40 hébergements (164 lits) ont été loués en 1995. Une étude d'impact a révélé que 17% des 1 100 visiteurs accueillis au cours de cette première année d'opération étaient originaires d'Allemagne, 24% des autres îles Canaries, 12% de la région de Madrid, le reste provenant d'autres régions espagnoles et, dans une moindre mesure, des Pays-Bas et de France.

Au cours de cette même année, les hébergements ont été présentés au FITUR et au Salon international du tourisme de Berlin. Leur promotion est également assurée sur l'Internet.

Une animation touristique est assurée par différentes associations privées, notamment “Ibakken” (environnement et loisirs; gestion d'une auberge de jeunesse de 48 lits), “Aire libre” (camping) et “Artetur” (découverte du territoire et de ses habitants; artisanat local).

Pour faciliter la commercialisation directe des hébergements et limiter la dépendance des propriétaires vis-à-vis des tour-opérateurs et des agences de voyages, l'association a publié en 1996 un “Guide de la maison rurale”, décrivant 60 maisons (298 lits) disponibles. Parallèlement, l'association Isla Bonita a mis sur pied une centrale de réservation fonctionnant grâce à une commission de 12% sur chaque location effectuée par ce biais.

La réhabilitation et la reconversion de maisons rurales traditionnelles en hébergements touristiques permettent à présent à l'île de La Palma d'être autre chose qu'une simple “destination soleil”. Un pan important du patrimoine architectural local a été revalorisé. Les associations liées à l'opération ont créé 22 emplois, dont 12 permanents et à temps plein. <







## “Une histoire de moulins à vent”

Emmanouil Yalitis [LEADER Lassithi, Grèce]



**Depuis le XV<sup>e</sup> siècle**, époque où les Vénitiens occupaient la Crète, le moulin à vent est le symbole du plateau de Lassithi (altitude: 860 m). La moindre petite parcelle cultivable possédant le sien, le territoire en a déjà compté environ 14 000, répartis sur 24 km<sup>2</sup>.

Ce sont en fait de petites éoliennes qui servaient essentiellement à irriguer les cultures de pommes de terre, spécialité du plateau.

Depuis les années 70 cependant, l'exode des jeunes et la déprise agricole provoquaient la dégradation d'un pan entier du paysage local: faute d'entretien, un nombre toujours plus grand de ces jolis petits moulins blancs tombaient en ruine.

Conscients du risque de disparition de ce patrimoine unique, certains responsables locaux envisagèrent de les restaurer et d'utiliser ce symbole identitaire comme un atout pour le développement intégré du plateau de Lassithi.

Collectivités locales, coopératives agricoles, coopératives de femmes et associations culturelles ont alors constitué une agence de développement qui est devenue membre du groupe LEADER I. Un long processus de sensibilisation de la population a ensuite été engagé. Une fois l'idée acceptée par une majorité de résidents, le GAL a organisé un programme formation: 20 personnes, des jeunes en majorité, ont appris à construire et à restaurer les moulins avec l'aide d'artisans, souvent âgés et seuls détenteurs de ce savoir-faire. L'École polytechnique d'Athènes a également prêté son concours et chaque participant à la formation a rénové un moulin. Un inventaire des moulins a ensuite été réalisé et 300 d'entre eux ont été sélectionnés pour l'opération de restauration à grande échelle. Celle-ci, qui s'est déroulée entre avril et décembre 1995, a bénéficié tant aux jeunes qui ont été embauchés pour effectuer le travail qu'aux artisans et aux petites entreprises locales qui ont produit les matériaux et les pièces nécessaires à la remise en marche des moulins.

Cette opération s'inscrit dans un programme plus vaste de mise en valeur du patrimoine, qui a également comporté l'ouverture d'un Musée des Traditions locales en 1995, la restauration d'un couvent en vue de sa transformation en Musée d'Histoire naturelle, la création de petits restaurants et hébergements touristiques, etc. Toutes ces actions visent à mieux profiter du tourisme de passage, le plateau (situé à une quarantaine de km de la côte) attirant entre 180 000 et 200 000 visiteurs chaque année.

La restauration des moulins a représenté un investissement de 279 583 ECU, dont 20 000 ECU pour la formation, 100 000 ECU en salaires et 159 583 ECU en matériaux locaux.

La situation économique de ce plateau difficile d'accès reste très fragile mais la réhabilitation de ces moulins qui embellissent le paysage, la valorisation des savoir-faire locaux traditionnels et l'augmentation sensible des capacités d'accueil contribuent à consolider les emplois existants, voire à en créer de nouveaux, et ont persuadé la population locale qu'un avenir était possible sur ce territoire. <



La valorisation du patrimoine en Frise (Pays-Bas):

# ce plat pays qui est l

**Longtemps exclusivement – et intensivement – agricole, la Frise se tourne vers d'autres activités pour s'assurer un avenir serein. L'identité et le riche patrimoine de cette région, sa proximité de grands centres urbains laissent entrevoir d'importantes possibilités de développement pour le tourisme culturel.**





# e nôtre

**L'orchestre entonne le thème final.** Les 71 acteurs et figurants envahissent l'énorme scène de quatre étages censée représenter un quartier londonien du siècle dernier. Les 700 spectateurs applaudissent à tout rompre ces comédiens amateurs de tous âges qui viennent d'interpréter magnifiquement l'adaptation musico-théâtrale d'"Oliver Twist" de Dickens (1). Sommes-nous dans Soho? Sur Broadway? Pas du tout: simplement à Jorwerd (240 habitants), petit village de Frise qui depuis 44 ans organise chaque été un spectacle ambitieux, en langue frisonne (2).

*"Les 8 000 billets pour les 11 représentations prévues cette année se sont vendus en quelques heures",* annonce fièrement Jan Schotanus, qui a traduit le texte en frison.

*"Le succès de Jorwerd a essaimé dans toute la région et 9 villages ont à présent leur théâtre d'été",* précise Pyt Vellinga, président de l'association culturelle qui gère l'événement. *"Vous savez, affirme-t-il, je crois qu'organiser un spectacle de cette envergure peut fonctionner soit dans une grande métropole soit, au contraire, dans un village comme celui-ci où le volontariat et la solidarité rurale jouent à plein. Inversement, la mise sur pied d'un tel événement soude les habitants autant qu'elle enrichit leur vie culturelle et sociale."*

## Succès

Jorwerd est un de ces villages touchés par la grâce. Un de ces villages où, on ne sait trop pourquoi, le projet le plus fou semble devoir réussir à tous les coups. En 1953, à peine reconstruit suite à la guerre, le clocher de l'église s'écroule (!). Loïn de se décourager, les villageois décident d'organiser un spectacle pour collecter les fonds nécessaires à la deuxième reconstruction. Le propriétaire d'un grand parc situé au cœur du village prête celui-ci pour l'événement. Une banque contribue financièrement au projet. Toute la population s'implique. L'opération est un succès. Dès lors reproduite chaque année, elle ne cessera de prendre de l'ampleur: presque entièrement autofinancée, la production 1997 aura coûté 100 000 ECU et mobilisé 140 personnes, la plupart bénévoles.

Et comme si cette réussite ne suffisait pas, un écrivain d'Amsterdam vient de donner une notoriété nationale au village en publiant *"Comment Dieu a quitté Jorwerd"* (3), chronique de la vie rurale contemporaine, qui a obtenu un succès instantané dans l'ensemble des Pays-Bas. *"Les gens viennent de partout aux Pays-Bas voir Jorwerd, son fameux clocher, son école, la maison de tel ou tel personnage du livre..."*, font remarquer Klaas Bijleveld et Sijbe Roosma, responsables LEADER pour la Province de Frise. Et d'ajouter: *"l'an prochain, la quarante-cinquième édition de l'événement coïncide avec le centième anniversaire*



Bâtiment historique converti  
en hébergements touristiques

*de la naissance du poète Jan Jacob Slauerhoff, qui a ses racines ici. Le hasard fait bien les choses!"*

Comme l'architecture très cossue du village, le dynamisme culturel de Jorwerd ne doit pas masquer les problèmes profonds que connaît l'ensemble de la Frise rurale: longtemps modèle d'efficacité et de productivité, l'agriculture frisonne connaît elle aussi des difficultés, du fait de la pollution des sols et des quotas laitiers notamment, et une concentration accélérée des exploitations. Autant de facteurs qui ont entraîné un important exode des jeunes et une certaine dégradation des services. *"Nous devons nous sortir de cette situation de monoactivité et développer les secteurs non agricoles",* raconte Klaas Toering, président de la DBF (Dorp en Bedrijf Friesland), réseau d'appui à la création et au développement de petites entreprises en milieu rural. *"Nous avons identifié trois pistes possibles: les produits locaux, les loisirs et le tourisme. Toutes trois reposent en grande partie sur la valorisation du patrimoine, qu'il soit culturel, architectural, gastronomique ou même paysager."*

## Culture et tourisme

Depuis une dizaine d'années, la Frise s'est résolument tournée vers le développement du tourisme culturel, à partir du patrimoine architectural d'abord: derrière les interminables rideaux de peupliers et l'apparente monotonie de l'immense plaine arrachée à la mer au fil des siècles, se cachent de petits trésors – églises moyennageuses construites sur des tertres, manoirs et fermes-châteaux sortis tout droit du Siècle d'Or des Pays-Bas, villages à l'allure si prospère que la plus humble maison ressemble à un hôtel particulier...

— Dès 1986, les autorités provinciales lancèrent le programme "Monument du mois", consistant à mettre en valeur plusieurs fois par an un certain nombre de bâtiments ou sites pendant au moins un mois. Des   v  nements culturels sont organisés en parallèle, les produits locaux y ont également une place de choix et une documentation de qualité sur le lieu concerné est diffusée au niveau régional et/ou national. Depuis le lancement du programme, 78   v  nements "Monument du mois" ont ainsi été réalisés.

Avec son "Plan d'  action pour la culture et le tourisme"   labor   par la Province en 1992, débuta un processus cherchant à associer création d'activités, tourisme et promotion de la culture frisonne dans son ensemble. Une fondation est crée afin de faciliter la mise en œuvre du Plan: "Kultuer en Toerisme yn Frysl  n" (Culture et Tourisme en Frise) sert d'interface entre les autorités régionales et locales, les institutions cultu-

relles et le secteur touristique et de loisirs. Elle fournit également une assistance technique à tous les acteurs concernés par le développement de produits touristiques culturels.

Avec l'aide de LEADER I (150 000 ECU), la fondation initie notamment le projet "stedslaozjeminten", reconvertissant des bâtiments d  saff  ct  s d'intérêt historique en hébergements touristiques de haut de gamme dans quatre des "Onze Villes frisonnes" (*voir encadré*). Ayant acquis ces bâtiments appartenant à des municipalités pour un prix symbolique, la Fondation cordonne les plans de restauration et supervise les travaux, réalisés autant que possible par des entrepreneurs locaux. Une fois restaurés, les bâtiments restent la propriété de la Fondation mais sont loués à des opérateurs privés. La démarche a déjà redonné utilité et vitalité à des édifices de caractère dans trois localités, tout en créant 35 emplois.



## Tour de Frise

Le "Elfstedentocht", c'est un peu le "Tour de France" de la Frise: un événement à la fois sportif et festif qui attire des centaines de milliers de spectateurs et participants... lorsqu'il a lieu.

Car le Tour des Onze Villes frisonnes s'effectue en patins à glace sur les canaux gelés, ce qui nécessite un hiver rigoureux, phénomène assez rare depuis plusieurs années: ainsi, le 4 janvier 1997, s'est tenue la quinzième édition de la course, alors que l'événement existe depuis 1909. Il s'agit de la transformation en compétition sportive et manifestation ludique d'une façon de vivre séculaire: jadis, canaux et cours d'eau gelés constituaient en hiver des voies de communication faciles entre les communautés frisonnes. De nos jours, le "Tocht" est une épreuve de patinage de 200 km, prétexte à de nombreuses réjouissances dans les 11 "villes" traversées.

Celles-ci sont en fait les localités frisonnes dotées d'une charte urbaine.    l'exception de deux d'entre elles – Sneek et Leeuwarden, capitale de la province – aucune ne dépasse 20 000 habitants et plusieurs sont des villages de taille très modeste. Le parcours complet du Tocht couvre le nord-ouest de la province, correspondant plus ou moins aux contours de la zone LEADER.

Au-delà de la nature même de l'activité qui réunit sportifs de haut niveau (300 concurrents en 1997), promeneurs en patins (16 000 inscrits), spectateurs et amicales socio-culturelles de toutes sortes, l'originalité du Tocht tient dans son organisation: celle-ci est nécessairement large-

ment improvisée, puisque l'on ne sait le plus souvent qu'à la dernière minute si les conditions météorologiques permettront la tenue de l'événement.

Dans ce cas, un dispositif complexe devra alors être mis en place très rapidement (moins de 48 heures pour le Tocht 97) afin d'accueillir et divertir les centaines de milliers de visiteurs qui, prévenus par les médias, d  ferleront sur la Frise dans les heures qui suivent. D'où l'importance d'une mobilisation intense et spontanée des populations locales.

La participation des habitants est telle que le miracle se reproduit chaque fois: non seulement aucun incident grave n'a jamais été signalé, mais la manifestation se transforme invariablement en une fête populaire massive et bon enfant.

Sa réussite et sa médiatisation ont fait du Tour des Onze Villes une véritable "locomotive" touristique pour le nord-ouest de la Frise: les voies d'eau du circuit, fréquentées par de nombreuses embarcations de plaisance, sont doublées de pistes cyclables et de sentiers de randonnée. On assiste aussi chaque été à une surenchère de copies plus ou moins pôles de l'événement: sont ainsi organisés des "Elfstedentochten" pour patineurs à roulettes mais aussi pour pigeons voyageurs ou même pour Fiat 500!

"Frise, région des Onze Villes" est devenu un slogan touristique porteur et l'impact de la manifestation est très positif pour l'ensemble de la zone LEADER: on constate après chaque Tour une augmentation sensible du nombre de touristes, de plus en plus enclins à visiter des villages et des sites relativement éloignés du parcours. <





■ Le tertre de Hogebeintum est doté d'un écomusée cofinancé par LEADER I

*"La principale difficulté n'est pas tant de trouver des clients", explique Hieke Joustra qui coordonne le projet, "mais plutôt de compléter l'attrait des hébergements proposés en y associant des activités de découverte. C'est pourquoi nous avons élaboré des 'paquets culturels', des produits touristiques assemblés incluant l'hébergement et l'accès à des sites, musées, manifestations, etc., y compris en basse-saison."*

## Tertres

Dans le cadre de cette stratégie et autour des "Onze Villes" qui constituent l'élément touristique fédérateur de la région, l'intervention LEADER consiste à remettre en valeur un certain nombre de pôles culturels situés en pleine campagne. LEADER I a participé par exemple au financement des équipements du centre d'interprétation de Hogebeintum, lieu où est expliquée l'histoire des "terpen" (tertres), buttes artificielles qui servaient d'ultime protection contre une mer jadis faiblement endiguée. LEADER II a investi 92 000 ECU dans le projet "Unia-Stata": plutôt que de chercher à reconstruire à grands frais son château complètement détruit au XVIII<sup>e</sup> siècle, le petit village de Beers a décidé d'élever une structure métallique respectant les formes et les dimensions réelles du bâtiment original, son "squelette" en quelque sorte. En cours de réalisation, la construction ressemble à une gigantesque sculpture à l'effet de trompe-l'œil saisissant. Les abords du site – un tertre également – sont en train d'être restaurés et le nouveau "donjon" d'acier, qui sera achevé au cours de l'hiver 97-98, offrira aux visiteurs une vue imprenable sur le "platteland" frison.

*"L'intensité de la vie sociale et associative des villages est l'un des maîtres atouts que compte la Frise rurale pour réussir sa restructuration", fait remarquer Jan van Weperen, coordinateur du groupe LEADER Noordwest Friesland. "Les investissements totaux LEADER II directement consacrés à la valorisation du patrimoine s'élèvent à plus de 1 million d'ECU, mais tous ces efforts seraient vains sans l'implication de tous ces réseaux d'entraide, de toutes ces associations culturelles et sportives qui font la richesse et la force de nos communautés rurales." <*

(1) "Oliver!", création de Lionel Bart.

(2) Cette langue du groupe germanique occidental, à mi-chemin entre l'anglais et le néerlandais, est comprise par 94%, parlée par 73% et utilisée couramment par 54% des habitants de la province de Frise (selon une étude de 1984). Dans l'attente d'un statut officiel, le frison est enseigné dans de nombreux établissements scolaires et bénéficie d'une reconnaissance administrative et juridique au niveau provincial. C'est la langue de communication majoritaire dans la plupart des zones rurales frisonnes.

(3) Geert Mak, "Hoe God uit Jorwerd verdween", 1996, Atlas van de Litteratuur, Postbus 13, 1000 AA Amsterdam. Le titre fait référence aux changements de valeurs (baisse de l'influence religieuse, notamment) observés dans le milieu rural néerlandais.

**Superficie du territoire:** 518 km<sup>2</sup>

**Population:** 76 880 habitants

**Financement LEADER II:** 14 089 900 ECU

**UE:** 2 612 489 ECU - **Autres fonds publics:** 5 843 772 ECU

**Privé:** 5 633 640 ECU

**LEADER II Friesland**

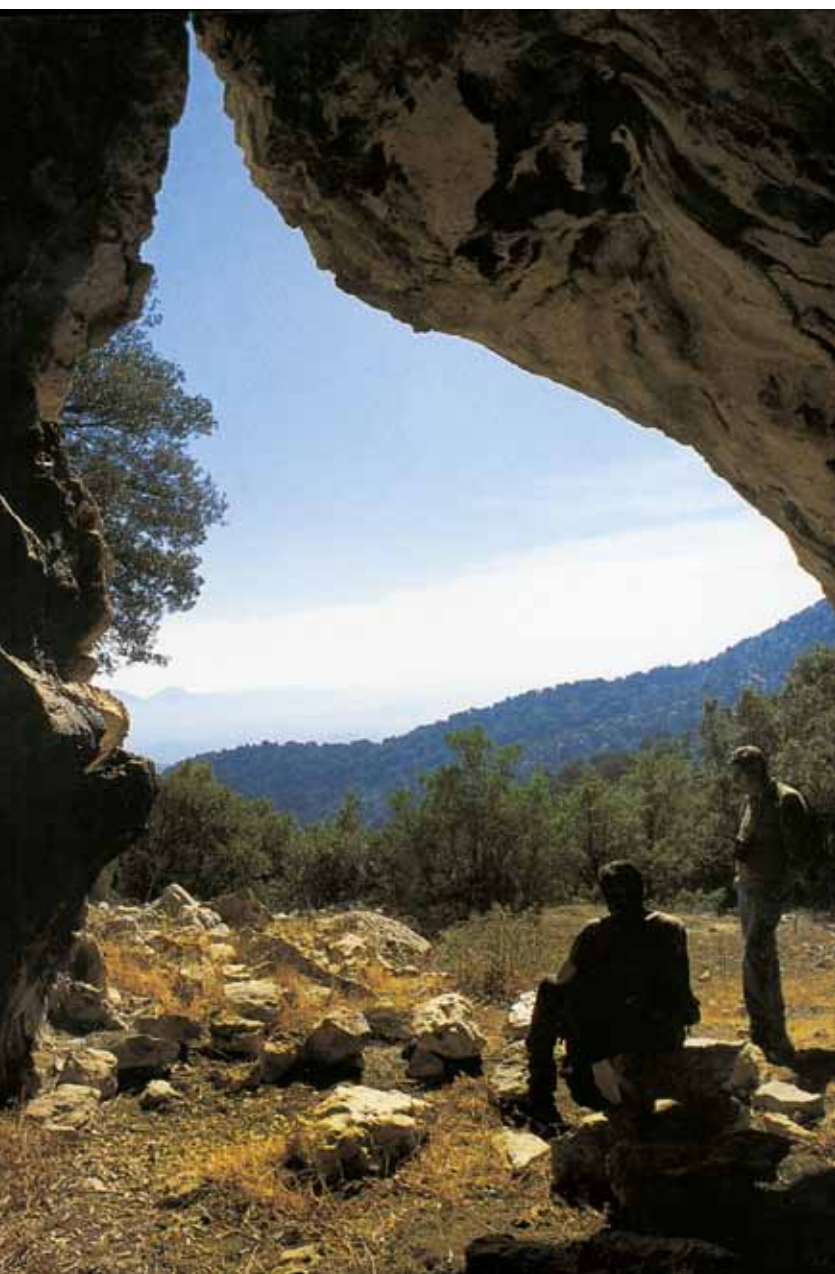
**Provinsje Fryslân**

**Postbus 20120, NL-8900 HM Leeuwarden**

**Tél: +31 58 292 52 89 – Fax: +31 58 292 56 32**

# Le patrimoine au cœur du développement de la B. la reconquête de l

**Le développement touristique de la côte tend à anémier les zones intérieures de la Sardaigne. La mise en valeur de leur patrimoine naturel, culturel et historique pourrait contribuer à enrayer la tendance en attirant les vacanciers dans l'arrière-pays et en approvisionnant la côte en produits locaux de qualité. C'est la stratégie du groupe LEADER Barbagia-Baronie.**



**Luciano Decandia** ne se lasse pas d'arpenter la plage de la Cinta, quatre kilomètres de sable blanc s'étirant entre les eaux turquoise de la mer Tyrrhénienne et une lagune où vivent des centaines de flamands roses; en face, l'île de Tavolara, gigantesque bloc gris, morceau de Sardaigne semblant défier Rome située à 150 milles marins en ligne droite.

Architecte, Luciano profite pleinement de l'essor que connaît depuis quelques années la localité qui commande la plage, San Teodoro, son village natal. *"2 500 habitants en hiver mais jusqu'à 60 000 au mois d'août et quelque 7 000 villas construites au cours des 15 dernières années pour répondre à la demande..."*

Le nord-est de la Sardaigne est devenu une destination à la mode depuis qu'un consortium fondé par l'Aga Khan a mis en valeur, à partir de 1961, la "Costa Smeralda", construisant de toutes pièces plusieurs centres de villégiature de très haut de gamme. Heureusement, point ici de grandes tours défigurant le paysage: le tourisme de grand luxe s'accommode mal du béton. Le développement touristique qui touche à présent les villages situés au sud de la "Côte d'Émeraude" a également relativement épargné l'environnement du littoral. Certains habitants veillent au grain: Luciano est membre du conseil d'administration de l'Istituto delle Civiltà del Mare (ICIMAR), association créée en 1989 par une trentaine de résidents préoccupés par le développement durable de San Teodoro et de ses environs. Au-delà de ses publications, de ses conférences et des liens étroits qu'elle entretient avec de nombreux établissements voués à l'étude et à la défense des milieux aquatiques et insulaires, l'association (300 membres) pilote la création d'un parc naturel marin comme il en existe déjà 6 en Europe. *"Le projet est en passe d'aboutir,"* affirme Salvatore Brandanu, président de l'ICIMAR, *"et LEADER y est pour quelque chose."* L'Initiative communautaire a en effet fourni 223 000 ECU pour la construction, à l'entrée de la plage, d'un "Musée de la Mer" qui sert d'ores et déjà de "Maison du Parc marin".

*"Il s'agit du dernier projet que nous avons réalisé dans le cadre de LEADER I",* explique Gino Dau, directeur du groupe d'action locale. *"Il n'était pas programmé à*



## Barbagia-Baronie (Sardaigne, Italie):

# l'intérieur

*l'origine. La dévaluation de la lire en 1995 a augmenté la valeur de notre dotation en ECU, générant un surplus de 447 millions de liras. Nous avons alors demandé aux différentes communes (\*) de proposer une action rapidement réalisable. San Teodoro disposait d'un projet tout prêt: créer un 'Centre de la Vie marine' comprenant un musée, une bibliothèque, un amphithéâtre, des salles de conférence et un aquarium." Un vaste bâtiment moderne en forme de prisme a donc été construit entre mai et octobre 1996. Il appartient à la commune mais sa gestion est prise en charge par l'ICIMAR. Quant à la mise en place de l'aquarium, elle a débuté en octobre 1997 dans le cadre de LEADER II.*

### Tourisme itinérant

Ce complexe est la deuxième infrastructure collective d'importance financée par LEADER à San Teodoro: en 1994, l'Initiative communautaire avait déjà permis d'installer dans un ancien bâtiment du centre du village un bureau touristique faisant également fonction de lieu d'expositions, de point de vente pour les produits de l'ensemble de la zone LEADER et d'antenne locale pour le GAL. Seule commune côtière de la zone LEADER II, San Teodoro est en quelque sorte une tête de pont pour l'ensemble de la Barbagia.

Cette "terre des Barbares", ainsi nommée par les Romains qui ne réussirent jamais à la contrôler vraiment, est un territoire très hétérogène, que l'on peut diviser en trois sous-ensembles: la côte, en expansion; une zone intermédiaire de collines dont la population reste stable car les actifs font quotidiennement la navette avec la côte; la zone montagneuse (altitude moyenne: 1 000 m), enfin, qui ne cesse de se dépeupler, au profit du littoral.

Le président Giosué Ligios décrit la stratégie du GAL: *"en termes de création d'infrastructures, nous privilégions la zone montagneuse, où il est urgent d'intervenir, mais les trois ensembles doivent avoir un effet d'entraînement mutuel: le littoral constitue un bassin de visiteurs potentiels pour l'arrière-pays. Celui-ci est quant à lui un fournisseur de produits locaux de toutes sortes pour la côte. La 'vraie' Sardaigne est là, avec ses paysages, ses vestiges historiques, ses traditions, ses savoir-faire particuliers. En mettant en valeur ce patrimoine, nous cherchons à développer un tourisme itinérant et à créer de nouvelles activités dans les villages les plus reculés."*

Avec une population passée de 900 à 300 habitants en moins de vingt ans, Osidda est considéré comme l'un des villages les plus menacés de la zone LEADER. Si l'éloignement et l'émigration sont en grande partie responsables de ce déclin, ils ont en revanche permis au village d'échapper aux bétonneuses: Osidda a conservé une



Des produits de montagne de qualité

certaine harmonie architecturale, un atout sur lequel le groupe d'action locale a pu capitaliser. Grâce à LEADER qui a pris en charge 75% des coûts de l'opération (250 000 ECU), 13 bâtiments de caractère à l'abandon ont été complètement restaurés au centre du village. En plus des 60 lits créés, l'ensemble comporte un restaurant ainsi qu'un lieu d'exposition et un point de vente pour les produits locaux. 9 propriétaires se sont regroupés en coopérative pour assurer collectivement la gestion et la promotion de leurs hébergements. Ils ont ainsi participé au Salon international du tourisme de Milan. Les premiers touristes sont venus au cours de l'été 97 mais on a constaté qu'il restait à relever un défi de taille: l'animation des séjours. On a donc entrepris de mettre en place des itinéraires pédestres et routiers, reliant certains sites naturels et historiques à partir du village.

### Nuraghi

Le patrimoine archéologique est un grand atout pour la Barbagia: la Sardaigne est le pays des "nuraghi", constructions de l'âge du bronze en forme de cônes tronqués, constituées de pierres rectangulaires assemblées sans mortier. Environ 7 000 nuraghi ont été recensés dans l'île et leur densité est particulièrement élevée dans la zone LEADER, qui compte aussi des "tombes de géants", grandes sépultures nuragiques. D'importants vestiges du bas nuragique (2000 ans av. JC) ont été mis à jour récemment non loin d'Osidda: Su Romanzesu correspond à un vaste village construit autour d'un puits sacré, flanqué de gradins à plusieurs niveaux. Conscient de la valeur de ce site complètement inexploité, le groupe d'action locale décide en 1994 de le valoriser, d'abord en y installant un lieu d'accueil. Après de longues et patientes démarches pour convaincre les propriétaires des terrains concernés par le site, le GAL trouve finalement les porteurs du projet: Arcangelo Demurtas, vétérinaire-éleveur bovin, et son épouse Meloni Fellucia, enseignante.

La conception du projet résume bien l'importance accordée par le groupe LEADER au patrimoine et à la

—> continuité historique: on aurait pu se contenter de construire un bâtiment moderne léger; on a choisi plutôt de bâtir une ferme sarde traditionnelle en granit. Le résultat est tout-à-fait étonnant: construits entre septembre 1995 et février 1996, les différents bâtiments du Centre nuragique de Su Romanzesu semblent vraiment avoir cent ans. Ils abritent notamment un café-restaurant, un amphithéâtre à des fins pédagogiques et un petit musée de la vie rurale rassemblant de nombreux outils et objets artisanaux donnés ou prêtés par les habitants des alentours. Opérationnel depuis janvier 1997, le Centre a d'ores et déjà accueilli 3 000 visiteurs en 10 mois.

*"Sans l'aide de LEADER qui a fourni 220 000 ECU, soit environ 60% des coûts de l'investissement, nous n'aurions jamais fait le saut", reconnaît Arcangelo. "Trois choses nous ont motivés: permettre à nos cinq enfants de gagner leur vie ici; élargir leur champ de conscience en accueillant toutes sortes de visiteurs; contribuer au développement économique de notre village... Pour ce qui est de la deuxième raison, ça a commencé fort: nous avons reçu à Pâques la visite d'Eric Clapton, venu en Sardaigne enregistrer un disque avec les 'Tenores di Bitti'!"*

### Terra Pintada

Avec ses 3 838 habitants, Bitti est la plus grosse bourgade de la zone. Dans cette commune également, LEADER a participé au financement de plusieurs projets liés à la valorisation du patrimoine. Outre la création d'un musée de la vie rurale d'assez grande envergure (une dizaine de salles reconstituant des intérieurs traditionnels), le GAL a soutenu l'installation de trois jeunes artisans céramistes dans un ancien moulin désaffecté depuis 1982. Ici, tout unit avec goût le passé et le présent: les poteries de l'entreprise "Terra Pintada" concilient judicieusement tradition et modernité et les anciens équipements du moulin ont été convertis en présentoirs et autres commodités, conférant à la boutique-atelier une atmosphère postmoderne. *"On triche un peu avec la tradition", plaisante Giulia Carzedda, l'une des trois associés de Terra Pintada. "La céramique est une activité courante dans la plupart des villages de la Barbagia mais pas à Bitti. Disposant déjà du moulin, notre première idée était de le convertir en hôtel. Nous sommes allés trouver le groupe LEADER pour examiner les aides possibles. Très vite, il est apparu qu'il était préférable de réorienter le projet vers cette activité qui correspondait beaucoup plus au lieu ainsi qu'à nos aspirations et compétences: deux d'entre nous sont diplômés des beaux-arts et la céramique est notre passion à tous les trois."*

LEADER a fourni 50 000 ECU pour la réhabilitation de l'édifice, l'achat d'un four électrique performant et la réalisation de matériel promotionnel. La jeune entreprise est cependant encore très fragile, à l'instar d'autres initiatives soutenues dans la Barbagia-Baronie: *"notre clientèle est toujours très locale, les touristes pas encore assez nombreux, il faut aller 'se vendre' sur la côte et sur le continent..."*, estiment plusieurs des entrepreneurs rencontrés.

### Liens

Gino Dau résume le travail accompli mais aussi les efforts qui restent à fournir: *"nous disposons à présent d'une offre intéressante en termes d'infrastructures, d'hébergements, de produits artisanaux, etc. Nous avons augmenté ou consolidé les compétences des opérateurs en consacrant une part importante de notre budget – 270 000 ECU, LEADER I et LEADER II confondus – à la formation. En collaboration avec les communes et certains organismes publics de promotion tels que "Pro-Loco" (tourisme) et ISOLA (Institut sarde du travail artisanal), nous avons mis sur pied des dispositifs pour la promotion et la commercialisation des produits de la montagne: points de vente, création d'un consortium rassemblant 22 opérateurs touristiques, publication et distribution de matériel promotionnel, excursions organisées à partir de San Teodoro et de Nuoro... Mais un grand effort reste encore à fournir pour 'reconquérir l'intérieur', intensifier les flux touristiques en provenance du littoral, 'irriguer' économiquement l'arrière-pays."*

*"Amplification de LEADER I", selon les termes employés par les responsables du GAL, LEADER II met donc davantage l'accent sur les liens entre les actions réalisées ou mises en œuvre: la mise sur pied d'itinéraires thématiques intégrant sites d'intérêt touristique, hébergements et visites de producteurs fermiers (fromages, pain "carasau", plantes officinales, etc.), est plus que jamais une priorité. A ce titre, le GAL Barbagia-Baronie entend aussi davantage participer au Réseau LEADER, afin de profiter du savoir-faire d'autres groupes locaux dans ce domaine particulier: "les Sardes sont des gens prudents et discrets", fait remarquer Giosué Ligios, "nous devons d'abord faire notre petit bonhomme de chemin ici, tout seuls, pour convaincre nos concitoyens du bien-fondé de notre démarche. Forts de nos réalisations, nous sommes prêts maintenant à communiquer et à enrichir notre expérience." <*

(\*) Le territoire LEADER I comportait 15 communes. Avec LEADER II, il a été divisé en deux entités. La zone Barbagia-Baronie actuelle compte 7 communes, toutes situées à l'intérieur des terres à l'exception de San Teodoro.

Superficie du territoire: 779 km<sup>2</sup>  
Population: 14 092 habitants  
Financement LEADER II: 2 595 000 ECU  
UE et autres fonds publics: 2 183 000 ECU  
Privé: 412 000 ECU  
  
GAL Barbagia-Baronie  
Via Brigata Sassari 55  
I-08100 Nuoro (NU)  
Tél: +39 784 39 477 – Fax: +39 784 39 476



## Italie: solidarité avec les victimes du tremblement de terre

L'association des GAL italiens, Assoleader, lance un appel à tous les groupes LEADER européens, afin d'aider les victimes du tremblement de terre et contribuer à la reconstruction des zones sinistrées (essentiellement en Ombrie et dans les Marches). Concrètement, il s'agit de vendre un T-shirt dessiné par Dario Fo, Prix Nobel de Littérature, et comportant, dans les 11 langues officielles de l'Union, la phrase "Seule la solidarité peut arrêter le tremblement de terre". Ces T-shirts peuvent être "personnalisés" en fonction de chaque territoire, événement, etc. où ils sont commercialisés. Ils peuvent servir de support à des campagnes locales dans la presse, à la radio et à la télévision. Les fonds récoltés par ce biais seront versés au Comité de solidarité (Comitato per

una Cultura di Solidarietà, Via Pian della Genia 1, 06100 Perugia, Italia). Une campagne mondiale a été lancée, mais les relais locaux que constituent les groupes LEADER sont essentiels pour "ratisser" et solidariser l'ensemble du monde rural européen.

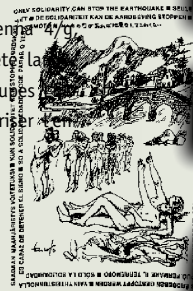
Contact: Maurizio Giannini, Assoleader,  
Via dei Gigli d'Oro 21, I-00186 Roma.

Tél: +39 6 68 32 565;

Fax: +39 6 68 96 248;

E-mail: [assoleader@assoleader.it](mailto:assoleader@assoleader.it);

Web: [www.solidarit.it](http://www.solidarit.it)



Le motif du T-shirt de solidarité dessiné par Dario Fo

## Espagne et France: unités nationales opérationnelles

Deux nouvelles unités nationales d'animation LEADER sont opérationnelles depuis janvier 1998:

> en Espagne, l'animation du réseau LEADER a été confiée en décembre 1997 à l'entreprise publique TRAGSATEC travaillant en étroite coopération avec le Ministère de l'Agriculture.

Contact: Javier Urbiola, TRAGSATEC, C/Ventura Rodríguez 7, E-28008 Madrid. Tél: +34 1 396 35 12;

Fax: +34 1 396 37 05; E-mail: [etp@tragsatec.es](mailto:etp@tragsatec.es)

> en France, l'animation nationale du réseau LEADER a été confiée à un groupement coordonné par un bureau

d'études, BDPA (filiale du groupe Caisse des Dépôts), travaillant en partenariat avec une société d'aménagement régional (SOMIVAL) et une association nationale de développement rural (ANDAFAR). Par ailleurs, la collecte et le traitement des données concernant LEADER en France continuent d'être assurés par le CNASEA, établissement public dépendant du Ministère de l'Agriculture.

Contact: Pascal Roumeguère, coordonnateur,  
Unité d'animation LEADER, BDPA, 27 rue Louis-Vicat,

F-75738 Paris CEDEX 15. Tél: +33 1 46 48 58 34;

Fax: +33 1 46 38 34 82; E-mail: [bdpa@bdpa.fr](mailto:bdpa@bdpa.fr)

### RENSEIGNEMENTS:

OBSERVATOIRE  
EUROPÉEN LEADER  
chaussée Saint-Pierre 260  
B-1040 Bruxelles  
Tél.: +32.2.736 49 60  
Fax: +32.2.736 04 34

E-Mail:  
[leader@aaidl.be](mailto:leader@aaidl.be)

World Wide Web:  
<http://www.rural-europe.aaidl.be>

## Séminaires LEADER

L'Observatoire européen LEADER organise d'ici octobre 1998 une série de séminaires. Chacune de ces rencontres se déroule dans une zone dont le GAL dispose d'une expérience pertinente pour le thème traité. Les programmes, langues et lieu définitifs sont disponibles 2 mois avant la date de déroulement de l'activité (Contact: Observatoire européen LEADER, Unité "Organisation").

> "Pour un développement durable: le choix des énergies renouvelables"  
Dates: 27-31 mai 1998. Langues: suédois/anglais/espagnoles. Lieu: GAL Norra Bohuslän (Vaesterverige, Suède).

> "Mutations de l'emploi et nouvelles technologies"  
Dates: 17-21 juin 1998.

Langues: anglais/espagnoles/français. Lieu: GAL Western Isles, Skye & Lochalsh (Ecosse, Royaume-Uni).

> "Répondre aux situations d'exclusion dans les territoires ruraux"  
Dates: 30 septembre-4 octobre 1998.

Langues: anglais/français/italien.

Lieu: GAL South Mayo (Irlande).

## Publications LEADER II (rappel)

> Répertoire "Actions communautaires et développement rural"  
(Prix: 1 800 BEF TTC / environ 45 ECU).

> Répertoire "Actions innovantes de développement rural"  
(Prix: 1 800 BEF TTC / environ 45 ECU).

> "Evaluer le potentiel touristique d'un territoire" (guide méthodologique).  
(Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).

> "Coopération transnationale entre territoires ruraux" (guide méthodologique).  
(Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).

> "L'organisation collective d'une filière pour la valorisation locale des ressources agricoles: l'exemple de la transformation fromagère" ("Innovation en milieu rural" - Cahier n°1).  
(Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).

> "Organiser le partenariat local" ("Innovation en milieu rural" - Cahier n°2).  
(Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).

> "Innovation et développement rural" (Dossier de l'Observatoire).  
(Prix: 300 BEF TTC / environ 7,5 ECU).

> Affiche LEADER II (Prix: 700 BEF TTC / environ 18 ECU; affiche supplémentaire envoyée à la même adresse: 200 BEF TTC / environ 5 ECU).

> Carte LEADER II (Prix: 700 BEF TTC / environ 18 ECU; exemplaire supplémentaire envoyé à la même adresse: 200 BEF TTC / environ 5 ECU).

**"Rural Europe": LEADER en ligne et en 6 langues**  
Les publications (LEADER Magazine, INFO-LEADER, les dossiers techniques, etc.), le programme des activités, la liste mise à jour de tous les bénéficiaires LEADER approuvés, ainsi que différentes banques de données sont consultables en ligne et en 6 langues (français, anglais, allemand, espagnol, italien et portugais) sur l'Internet. Plusieurs forums sont également ouverts.  
[www.rural-europe.aaidl.be](http://www.rural-europe.aaidl.be)

**Nom:** LEADER

("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale")

**Type de programme:** Initiative communautaire

**Territoires concernés:** régions de l'Objectif 1 (en retard de développement), zones de l'Objectif 5b (zones rurales fragiles) et zones de l'Objectif 6 (zones nordiques à très faible densité de population) de l'Union européenne. 10% des crédits alloués aux zones 5b peuvent toutefois être affectés à des territoires limitrophes non éligibles.

**Objectifs:** dans la continuité de LEADER I (1991-1994), LEADER II vise à :

- > encourager les initiatives locales de développement rural exemplaires;
- > soutenir des opérations innovantes, démonstratives et transférables illustrant les nouvelles voies que peut emprunter le développement rural;
- > multiplier les échanges d'expériences et le transfert de savoir-faire;
- > appuyer des projets de coopération transnationale émanant des acteurs locaux des zones rurales et traduisant leur solidarité.

**Bénéficiaires:** LEADER II apporte son concours financier à deux catégories de bénéficiaires:

- > en premier lieu, les "groupes d'action locale", réunissant des partenaires publics et privés, qui établissent en commun une stratégie et des mesures novatrices pour le développement d'un territoire rural de dimension locale (moins de 100 000 habitants);
- > d'autres acteurs collectifs publics ou privés du milieu rural (collectivités locales, chambres consulaires, coopératives, associations, etc.) à la condition que leur action, plus thématique, s'inscrive dans une logique de développement au niveau d'un territoire local.

**Type de mesures:** acquisition de compétences en matière de développement rural, programmes d'innovation rurale (formation professionnelle, tourisme rural, soutien aux petites entreprises, valorisation des productions agricoles, sylvicoles et de la pêche locale, amélioration de l'environnement et du cadre de vie, etc.), coopération transnationale.

Les différentes composantes de LEADER II s'articulent autour d'un "Réseau européen du Développement rural" permettant une large diffusion (séminaires, échanges, publications) des actions innovantes entreprises en faveur du monde rural et facilitant les coopérations transnationales. Ce réseau est animé par l'"Observatoire européen LEADER".

**Durée du programme:** 6 ans (1994-1999)

**Dotation de source communautaire:** environ 1 755 millions d'ECU (dont plus de 1 000 millions pour les régions de l'Objectif 1) financés par les trois Fonds structurels.



**Observatoire  
européen LEADER**



**Commission européenne  
DG VI Agriculture**

**LEADER magazine** est la revue trimestrielle du programme de développement rural LEADER II. - **LEADER** ("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale") est une Initiative communautaire lancée par la Commission européenne et coordonnée par sa Direction Générale de l'Agriculture (unité VI-F.1.1) - Le contenu de LEADER Magazine ne reflète pas nécessairement les opinions des institutions de l'Union européenne - **Direction de la rédaction:** A.E.I.D.L./ Observatoire européen LEADER - **Editeur responsable:** William Van Dingenen, A.E.I.D.L., chaussée Saint-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - **Journalisme:** Jean-Luc Janot - **Ont collaboré à ce numéro:** Yves Champetier, Michael Dower, Francisco Dominguez, Monique Le Clézio, Emmanouil Yalitis - **Photos:** groupes LEADER, Bord Failte, Campagne Campagne, Michael Dower, Peak National Park - **Photo de couverture:** ZEFA - © Benelux Press BVBA - **Coordination de la production:** Christine Charlier - **Conception graphique:** Kaligram - Imprimé en Belgique sur papier blanchi sans chlore - **LEADER magazine** est publié dans les onze langues de l'Union européenne et tiré à 30 000 exemplaires - **Renseignements:** LEADER magazine, A.E.I.D.L., chaussée Saint-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - Tél.: +32-2 736 49 60 - Fax: +32-2 736 04 34 - E-Mail: leader@aeidl.be - WWW: <http://www.rural-europe.aeidl.be>